

12 janvier 2024

Supprimer le ministère de la Fonction publique ne supprime pas les enjeux.

Il n'y a donc plus de ministère de la fonction publique. L'annonce du nouveau gouvernement a levé le suspense et affiche ouvertement le mépris qui est donc fait aux plus de 5 millions d'agent·es publics.

Les agent·es publics que l'on ne cesse de remercier dans des déclarations mais jamais dans les actes alors qu'ils et elles assurent quotidiennement les missions de services publics n'ont donc désormais plus d'interlocuteur dans un ministère de plein exercice.

C'est un très mauvais signal qui s'inscrit hélas dans la continuité du travail de sape du pouvoir incarné notamment par la loi d'août 2019 pour toutes celles et ceux qui oeuvrent malgré le fonctionnaire bashing, l'absence de revalorisation salariale, des conditions de travail toujours plus dégradées...

C'est bien l'expression même d'un gouvernement qui relègue à la dernière des priorités celles et ceux qui travaillent au service de toutes et tous, à la réduction des inégalités, à la cohésion sociale.

Supprimer le ministère ne supprimera pas les enjeux liés à la fonction publique et aux enjeux publics.

Solidaires Fonction Publique ne lâchera rien de ses revendications pour la défense de la fonction publique et des agent·es publics.